

# La loi sur la transparence n'enchante pas tout le monde : la loi sur la transparence concrétise la liberté d'information constitutionnelle, mais son application connaît certaines résistances

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2020)**

Heft 2297

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024143>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Malgré un vote positif très clair, le parlement jurassien avait refusé d'entrer en matière sur le projet de concrétisation présenté par le gouvernement. Saisie par deux députés, la Cour constitutionnelle jurassienne a donc dû obliger le parlement à légiférer et à introduire un salaire minimum cantonal.

Au Tessin, ce sont les Verts qui ont porté cette revendication, par une initiative populaire, acceptée en votation populaire le 14 juin 2015. La loi de concrétisation est entrée en vigueur au début de cette année.

Dans le canton de Neuchâtel, la

loi concrétisant la disposition constitutionnelle de 2011 a été adoptée par le Grand Conseil au mois de mai 2014.

Contestée devant le Tribunal fédéral par plusieurs associations patronales, elle a été entièrement [validée](#) par la Haute Cour.

Cette dernière a reconnu en particulier que le but visé par l'instauration d'un salaire minimum visait à lutter, de manière générale, contre la pauvreté dans le canton et, de manière spécifique, à enrayer le phénomène des «*working poor*», en améliorant les conditions de vie des travailleurs et en leur

permettant de vivre de leur emploi sans devoir recourir à l'aide sociale étatique. A Neuchâtel, le salaire minimum est donc entré en vigueur à partir du 21 juillet 2017.

Cet arrêt a donné un nouvel élan aux initiatives dans les cantons, notamment à Genève et à Bâle-Ville. Dans la campagne de votation, les syndicats ont lié cet objet à l'initiative de résiliation des accords bilatéraux et on observe un certain mouvement dans les opinions : l'initiative est approuvée non seulement à gauche, mais aussi au centre. Les Vert'libéraux l'approuvent et un bon tiers des délégués du PDC y sont favorables.

## La loi sur la transparence n'enchanté pas tout le monde

La loi sur la transparence concrétise la liberté d'information constitutionnelle, mais son application connaît certaines résistances

---

Jean-Daniel Delley - 11 septembre 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/37312>

Avant, c'était lorsque les administrations pouvaient se prévaloir du secret pour refuser de manière discrétionnaire de communiquer sur leurs activités.

Après débute par la reconnaissance légale du principe de la transparence, à savoir le droit de chacune et chacun d'accéder à tous les documents détenus par les services et les autorités, sauf exceptions dûment spécifiées par la loi.

La Suisse a mis du temps à se rallier à cette exigence de transparence qui pourtant ne fait que concrétiser la liberté d'information garantie par la Constitution fédérale (art.16 al.3).

La Suède connaît ce droit d'accès depuis plus de deux cents ans. Et lorsque la Confédération se dote d'une législation en la matière en 2006, trois cantons (Berne, Soleure et Genève) l'ont déjà précédée.

Il faut dire que le développement de l'internet et la numérisation des documents a accéléré ce mouvement qui vise à la fois à renforcer les droits démocratiques - la participation implique des citoyennes et des citoyens informés - et le contrôle des activités de l'État et des institutions publiques.

Mais cette véritable révolution de la culture administrative ne s'est pas réalisée du jour au lendemain.

Une [évaluation](#) publiée en 2009 note ainsi que sept ans après l'entrée en vigueur de la loi cantonale sur l'information du public et l'accès aux documents, Genève ne dispose toujours pas d'une liste des institutions concernées par ce texte ni de systèmes de classements donnant aux personnes potentiellement requérantes une vision d'ensemble des documents détenus par ses administrations.

D'une part, la loi reste encore peu connue de ces dernières et du public. D'autre part, la mention d'un droit d'accès manque trop souvent sur les sites officiels.

### **Lutte associative**

Si aujourd'hui le principe de transparence est garanti par la loi aussi bien au niveau fédéral que dans les cantons, sa mise en œuvre se heurte parfois à la résistance des autorités publiques.

L'association [Loitransparence.ch](#), animée par des journalistes aussi bien alémaniques que romands, s'est précisément donné pour tâche de faciliter l'application de ce principe.

Elle tient un registre de toutes les législations et réglementations en vigueur en Suisse et conseille les gens des

médias sur les procédures à suivre. Elle répertorie également les principales affaires rendues publiques grâce à l'une ou l'autre loi sur la transparence, ainsi que la jurisprudence qui, en dernière instance, a permis l'accès à l'information.

Ainsi l'hebdomadaire [Wochezeitung](#) a pu recevoir et publier les noms des quelque 150 entreprises helvétiques exportatrices de matériel de guerre, les types de biens et leurs destinataires. Mais ses journalistes ont dû lutter cinq années durant pour obtenir gain de cause: le Tribunal administratif fédéral a désavoué le Secrétariat à l'économie qui refusait l'accès à ces données sous prétexte de préserver le secret des affaires.

De même [Blick](#) a révélé le taux de pollution par commune des nappes phréatiques, une information que la presque totalité des cantons préférerait garder secrète.

Ou encore la gravité de la pollution au mercure provoquée par l'entreprise Lonza en Valais: un [consortium d'enquêteurs](#) a mis la main sur l'historique de cette pollution montrant clairement que l'inaction des autorités, pourtant au courant, n'a fait qu'aggraver le problème.

### **Pharmas au-dessus de la loi?**

Mais parfois la transparence peut rendre difficile l'action politique. Ainsi grâce aux données obtenues sur la base de la loi, [des journalistes](#) de la télévision suisse alémanique ont révélé le douteux compromis entre le Département fédéral de l'intérieur et Roche à propos de la fixation du prix d'un médicament anticancéreux.

L'entreprise pharmaceutique exige un prix officiel élevé, une référence lui permettant de vendre plus cher à l'étranger. Mais elle accorde simultanément un substantiel rabais pour le remboursement par les assurances suisses. Le système ne fonctionne que si règne la confidentialité: aucun État n'accepterait de prendre comme référence un prix fictif et surfait.

C'est pourquoi l'administration fédérale propose ([Rapport explicatif](#), p.36 et suivantes) d'exclure de l'obligation d'informer les données relatives à la fixation du prix des médicaments. Cette proposition, on s'en doute, fâche [Loitransparence.ch](#).

Mais dans l'actuel rapport des forces politiques, les intérêts des pharmas jouissent d'une protection assurée face à laquelle le principe de la transparence ne pèse guère.